

Robert LEVOL

Député sortant

Maire du PLESSIS-ROBINSON

Candidat

REMPLAÇANT EVENTUEL

Lucien BAILLEUX

Maire de Châtillon-sous-Bagneux
Conseiller Général des Hauts-de-Seine

présentés par le

Parti Communiste Français

ELECTRICES, ELECTEURS,

La France est profondément bouleversée par les conséquences d'un conflit social qui dépasse en ampleur celui de 1936.

Ouvriers, employés, agents de maîtrise, techniciens, cadres, professeurs, étudiants, chercheurs, savants, se sont mis en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail, de rémunération, pour la sécurité de leur emploi, pour leur dignité, pour l'extension de leurs droits syndicaux.

Cette explosion revendicative profondément populaire, est la conséquence de DIX années de politique gaulliste antisociale et le fruit de DIX années d'ardentes luttes contre le pouvoir personnel et réactionnaire.

Il n'est que les délégués des banques et des grosses sociétés capitalistes, au gouvernement de la France pour s'en étonner.

La réforme scolaire gaulliste est mise en cause par tous.

Après **DIX ANNEES** de démarches incessantes et **DIX ANNEES** de pouvoir gaulliste, la Commune de CLAMART ne dispose pas encore de l'attestation administrative lui permettant d'acquérir le terrain nécessaire à la construction du Lycée qui, pourtant, devrait déjà desservir les Communes de CLAMART, CHATILLON et FONTENAY-AUX-ROSES, soit plus de 100.000 habitants.

Les 3.500 élèves sortant chaque année des classes de 3ème, ne disposent d'aucun Lycée technique dans une circonscription législative qui compte pourtant plus de 200.000 habitants.

Bien des classes sont encore astreintes à accueillir 40 ou 45 élèves, ce qui conduit inévitablement à écarter 50 % des élèves de bonnes études secondaires.

Aujourd'hui, le **CHOMAGE**, une des « réalisations sociales » du pouvoir gaulliste, frappe indistinctement, ingénieur ou ouvrier, et plus particulièrement les jeunes souvent chômeurs avant d'avoir pu travailler.

Dans notre Circonscription législative, plus de 4.000 familles n'ont pas de logement, et aucune perspective d'en avoir un, un jour, avec ce régime, si ce n'est ceux loués ou vendus chers par les banques qui les construisent avec l'aide des fonds publics.

Des personnes âgées disposent de ressources inférieures au seul montant du loyer ; des milliers de familles ne peuvent acquérir les denrées alimentaires nécessaires à la vie, faute de moyens financiers suffisants.

C'est contre cette politique réactionnaire que se sont élevées les forces vives de la Nation.

Le puissant mouvement de grève, conduit avec calme et dignité, a démontré la maturité acquise par le mouvement ouvrier qui aspire à participer aux destinées de la Nation.

Les banquiers et agents des trusts ne s'y trompent pas, et c'est pour cela que leurs représentants au gouvernement s'acharnent à calomnier les grévistes, se servant à la fois, pour ce faire, des provocations montées par leurs hommes de main et des agissements de quelques pseudo-révolutionnaires que nous n'avons jamais confondu avec la masse des étudiants.

Les Elus et Municipalités communistes ont été à la disposition des travailleurs en lutte dès le premier jour et leur ont apporté aide morale, matérielle et financière.

A SCEAUX, ANTONY et CHATENAY-MALABRY, le Samedi 11 Mai et le Lundi 13 Mai 1968, seuls les élus communistes étaient aux côtés des lycéens, des étudiants et de leurs professeurs.

Demain, comme aujourd'hui, les élus communistes seront au service de ceux qui assurent la vie nationale.

En concentrant leurs coups contre le **PARTI COMMUNISTE**, de Gaulle et Pompidou le désignent comme leur principal adversaire et **LE MEILLEUR DEFENSEUR DES INTERETS DE LA CLASSE OUVRIERE ET DU PEUPLE.** Ils désignent sans le vouloir les **COMMUNISTES COMME LES LUTTEURS CONSEQUENTS** pour les revendications, pour les libertés, pour la Paix et l'indépendance nationale, pour une relève démocratique du pouvoir gaulliste.

Dévoilant davantage des conceptions ultra conservatrices camouflées jusqu'alors sous des oripeaux démagogiques, DE GAULLE, après avoir bassement injurié les travailleurs, les a menacés de faire intervenir les forces policières, s'ils persistaient à réclamer une part plus équitable des richesses qu'ils produisent.

C'EST POURQUOI :

— Pour affermir les avantages obtenus, en conquérir de nouveaux et les garantir ;

— Pour poursuivre la marche vers plus de démocratie sociale ;

— Pour permettre aux travailleurs manuels et intellectuels d'apporter sans réticence leur participation entière à la vie nationale.

Il faut écarter de la gestion des affaires françaises, les représentants des banques et trusts associés dans le gouvernement POMPIDOU, sous l'égide de DE GAULLE.

La possibilité de chasser les naufrageurs de la Nation, les organisateurs de la guerre civile, est offerte à l'occasion des prochaines élections législatives.

Candidats du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, nous mènerons l'action et défendrons le programme suivant :

Notre action ne consistera pas à établir, sur le papier, des ministères plus ou moins fictifs ou techniques, mais à poursuivre notre combat pour l'union des forces ouvrières et réellement démocratiques, condition indispensable pour débarrasser la France du pouvoir gaulliste.

Nous entendons agir pour maintenir et développer les conquêtes sociales, c'est-à-dire assurer progressivement la nationalisation des grandes entreprises monopolistes dont la soif de profits est en contradiction avec les intérêts des travailleurs manuels et intellectuels, avec l'intérêt national.

Nous entendons travailler pour construire un régime social nouveau assurant à chaque citoyen le droit et les moyens d'intervenir dans la gestion des activités nationales à tous les échelons.

Nous entendons participer à la construction d'un régime social qui assurera à tous sa juste part de travail, de richesses, de culture, de loisirs et de joie.

Nous entendons œuvrer efficacement, comme comme nous l'avons fait jusqu'alors dans les Communes que nous dirigeons, pour éviter que les Français honnêtes soient dressés les uns contre les autres comme le font les réactionnaires qui assoient leurs privilèges sur la désunion populaire.

Nous continuerons à travailler à l'élaboration d'un programme de gouvernement commun aux organisations de gauche.

DEMOCRATES, TRAVAILLEURS MANUELS ET INTELLECTUELS DE CHATENAY - MALABRY, CHATILLON, CLAMART, FONTENAY-AUX-ROSES, LE PLESSIS - ROBINSON et SCEAUX,

POUR

— Assurer la défaite du gaullisme et de la réaction,

— Assurer la victoire de la Démocratie et la Paix,

— Un gouvernement populaire et d'union démocratique, à participation communiste,

DES LE PREMIER TOUR, VOTEZ ET FAITES VOTER

Robert LEVOL et Lucien Bailleux

réélisez votre Député sortant

Robert LEVOL

Imp. ADER, 17, Rue Damesme, Paris.

VU, LE CANDIDAT